



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7002>

Congo : tout va très bien, madame la marquise

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2012 - Journal des Alternatives. Vol.3 - No.11, novembre 2012 -



Lorsque la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de la République Démocratique du Congo (RDC) a déclaré Joseph Kabila vainqueur de l'élection du 28 novembre 2011, l'Occident s'est montré réticent à l'acceptation des résultats. Pourtant, moins d'un an plus tard, on tente d'oublier la question et de revenir à une situation « normale » vis-à-vis du gouvernement réformé de Kabila. Mais à quel prix ?

Résultat controversé

Robert Mugabe, un vieil ami des Kabila, fut le seul chef de gouvernement présent à l'inauguration de ce dernier, en décembre 2011. Les pays occidentaux n'envoyèrent que des émissaires de peu d'intérêt afin de signifier leur désaccord avec les résultats de l'élection présidentielle, résultats fortement contestés par Étienne Tshisekedi, principal adversaire de Kabila.

À l'approche de l'élection, Tshisekedi est apparu comme le pivot de l'opposition en RDC. Ayant l'appui d'une large part de la population, il a critiqué le travail de la CENI tout le long de la campagne. Il a, de plus, rejeté avec virulence les résultats qui déclaraient Kabila victorieux, citant la fraude à toutes les étapes du processus électoral autant de la part de la CENI elle-même que des forces étatiques et des partisans de Kabila.

Les remarques de Tshisekedi ont trouvé écho dans les conclusions du *Carter Center* concernant les élections. Fondée par l'ancien président états-unien Jimmy Carter, cette ONG est internationalement reconnue pour son expertise en observation d'élections. Selon leur rapport préliminaire sur l'élection présidentielle, les résultats manquaient de crédibilité.

L'Union Européenne et l'ambassade américaine ont aussi constaté d'importantes irrégularités. Les équipes d'observateurs qu'ils ont envoyés pour surveiller le processus électoral notèrent toutes deux de sérieux problèmes autant dans la gestion que dans l'exécution de l'élection.

Intervention de la Cour suprême

Malgré les allégations d'irrégularités, le 17 décembre, la Cour suprême de RDC déclarait le processus équitable et démocratique, et faisait de Kabila le nouveau président. Elle a admis inconditionnellement les résultats diffusés par le CENI qui confirmaient Kabila vainqueur avec un seul tour de 48,9 % des voix contre 32,33 % pour Tshisekedi.

Cette décision généra une réaction immédiate. La France et la Belgique exprimèrent leurs préoccupations et notèrent certaines irrégularités, sans toutefois directement rejeter les résultats. Les États-Unis firent de même, et Hillary Clinton, la secrétaire d'État et responsable des relations étrangères, reprocha à la Cour d'ignorer de sérieuses malversations électorales. Elle appela le président Kabila à lancer une enquête publique et à réviser les résultats électoraux. L'Union Européenne plaida aussi auprès du président en faveur d'une telle enquête, l'invitant à considérer les constatations des missions d'observation et à travailler avec l'opposition afin d'arriver à des solutions à long terme.

Les masques tombent

La tension monta d'un cran lorsqu'au milieu d'un cirque de critiques venant de toute part, Tshisekedi s'est déclaré président quelques jours à peine après l'inauguration de Kabila. La réponse du pouvoir à cette hardiesse ne s'est pas fait attendre. Tshisekedi fut assigné à résidence pour l'empêcher de rassembler des appuis et de lancer une révolte populaire.

La réaction de Tshisekedi n'est pas sans rappeler celle d'Alassane Ouattara dans la foulée de l'élection présidentielle ivoirienne de 2011, qui aboutit à une intervention des troupes françaises et au renversement de son récalcitrant prédécesseur. Mais la réaction occidentale au choix de Tshisekedi fut différente : on appela Tshisekedi et l'opposition au calme et à employer des moyens légaux plutôt que la violence pour contester l'élection. Bref, l'Occident cherchait à se désengager de la tension montante en RDC.

Contrairement à Ouattara, Tshisekedi n'a jamais pu se mettre dans les bonnes grâces des puissances occidentales, pour qui il fait figure de survivant populiste dont les déclarations enflammées flirtent avec l'appel à la violence. En revanche, Kabila passe pour le meilleur moyen d'assurer la paix et la stabilité en RDC. Il a établi cette réputation grâce à un premier mandat au cours duquel il est parvenu à maîtriser le conflit sanglant dans l'est du pays, à calmer le jeu avec le Rwanda et l'Ouganda voisins, à établir de nouveaux accords miniers et commerciaux avec l'Occident, et à attirer la confiance des Congolais envers ses plans de développement.

Malgré ses appréhensions initiales, la communauté internationale a fini par accepter Kabila en tant que leader dûment élu. Déjà en février 2012, l'ambassadeur états-unien James Entwistle déclarait publiquement que son pays « accepte Joseph Kabila en tant que président de la République Démocratique du Congo pour les cinq années à venir. » Au cours des semaines suivantes la Belgique et la France devinrent les principaux alliés de Kabila en jouant un rôle-clé dans sa reconnaissance en tant que président sur la scène internationale.

C'est ainsi qu'en juin 2012, l'Union européenne fit la plus récente déclaration publique concernant l'élection en RDC. Par la voix de sa Haute Représentante aux affaires étrangères et à la politique de sécurité, Catherine Ashton, l'Union a officiellement appuyé la présidence de Kabila et promis des appuis à ses efforts pour améliorer les processus démocratiques et la gouvernance du pays.

Un pouvoir fragile

Cette tentative de ramener la situation à la « normale » semble prématurée tout en exprimant clairement une politique à deux poids, deux mesures.

La RDC demeure une société qui se relève à peine d'un conflit et qui est parcourue par des fractures ethniques, politiques, sociales, économiques et militaires. Le premier mandat de Kabila reposait sur un processus électoral essentiellement démocratique qui lui a assuré la majorité absolue en 2006. Il a astucieusement employé sa position pour équilibrer les forces en présence dans le pays, équilibre pourtant rompu par les abus de ce même processus électoral commis par Kabila et ses partisans en 2011.

Les défis auxquels Kabila fait désormais face dans sa tentative de garder le contrôle sur la politique interne de son pays durant cinq ans sont d'une tout autre échelle. Après que son parti eut échoué à maintenir sa majorité, il a réagi en créant une complexe coalition avec divers partis afin de maintenir sa mainmise, mais la pérennité d'une telle solution dans une démocratie aussi fragile que la RDC reste à prouver.

[...]

Post-scriptum :

Original en anglais : http://www.fpif.org/articles/business_as_usual_in_the_congo

Tiago Faia est un spécialiste indépendant et consultant en coopération internationale. Il a travaillé comme observateur en RDC pour le compte du Carter Center.

Crédit photo : flickr / VoteTshisekedi